

PSR 73.07.01

INFRASTRUCTURES HYDRAULIQUES AGRICOLES COLLECTIVES

Fonds	FEADER
Type d'intervention RDR 4	Investissements
Base réglementaire : article du PSN	Article 73
Intitulé dispositif régional NAQ	Infrastructures hydrauliques agricoles collectives
Indicateurs de résultats associés	R.27 Performances liées à l'environnement et au climat grâce à des investissements dans les zones rurales : Nombre d'opérations contribuant au développement durable, à l'atténuation du changement climatique et aux objectifs d'adaptation dans les zones rurales R.39 Développement de l'économie rurale : Nombre d'entreprises du secteur de l'économie rurale ayant reçu une aide pour leur développement
Indicateurs de réalisation associés	O.22 Nombre d'opérations ou d'unités bénéficiant d'une aide en faveur d'investissements dans les infrastructures au titre du Feader
Description du dispositif régional (objectifs, enjeux, périmètre)	<p>Les financements FEADER visent à soutenir :</p> <p>1. Les projets de développement de l'irrigation sans point de prélèvement dans les masses d'eau (Alimentation par les eaux de pluie, et/ou de ruissellement issues de fossés, de toiture...) Exemples : création de retenues collinaires, réhausses de bassins de récupération d'eaux pluviales, réhabilitation de plans d'eau déconnectés existants ...</p> <p>2. Les projets de développement de l'irrigation avec prélèvement dans les masses d'eau superficielles ou souterraines (Alimentation par pompage dans des cours d'eau, nappes libres et d'accompagnement, non captives et captives) Exemples : création, réhausse, réhabilitation de retenues...</p> <p>3. les projets de Réutilisation des Eaux Usées Traitées Exemple : Création / extension d'ouvrages collectifs de traitement, capacité de stockage et de distribution</p> <p>4. l'amélioration des infrastructures collectives existantes Exemple : Adaptation des infrastructures de stockage (seulement dans les zones où l'état des masses d'eau est en bon état), réseaux d'acheminement, stations de pompage.</p>
Année de démarrage du dispositif	2024

<p>Bénéficiaires éligibles</p>	<p>Personnes physiques ou morales ou groupements de personnes physiques et/ou morales porteurs de projets collectifs d'hydraulique agricole</p> <p>Par exemple : les collectivités territoriales, les EPCI (dont syndicats mixtes, société d'économie mixte...), les coopératives, les ASA (associations syndicales autorisées), les ASL (associations syndicales libres) ...</p> <p>Pour les projets Reuse : bénéficiaire publique ou privé dans le cadre d'une concession de travaux ou d'aménagement</p> <p>Les conditions d'éligibilité sont vérifiées exclusivement au moment du dépôt de la demande de subvention à l'exception des situations dument identifiées dans le cahier des charges des appels à projets.</p>
<p>Conditions d'éligibilité</p>	<p>Les projets devront répondre aux conditions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - avoir une vocation d'irrigation agricole, - disposer des autorisations environnementales conformes à la Nomenclature Eau définie à l'article R214-1 du code de l'environnement, - disposer d'un compteur d'eau au niveau des point de prélèvement, en cas d'absence doit être programmé dans le cadre de l'investissement, - présenter à la demande d'aide une note technique et économique présentant la faisabilité du projet. <p>Les projets devront présenter des engagements agroécologiques parmi les critères suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Atteinte du niveau supérieur ou spécifique à l'Agriculture Biologique de l'éco régime du premier pilier de la PAC • couverture des sols ; • protection de la biodiversité ; • suppression de produits phytosanitaires CMR (cancérogènes, mutagènes et reprotoxiques) ; • recours au matériel d'irrigation optimisant les apports d'eau (matériel de télégestion/pilotage automatique de l'irrigation, systèmes d'irrigation localisée, systèmes de réduction de l'utilisation de l'eau). <p>Les engagements agroécologiques seront vérifiés sur la base d'un diagnostic d'exploitation à la demande d'aide et réalisés au plus tard dans les deux ans après le paiement du solde. Des contrôles sont mis en place pouvant le cas échéant conduire à des remboursements / sanctions en cas de non-respect.</p> <p>Les conditions et les exploitations concernées par les engagements agroécologiques seront précisées dans les documents de mise en œuvre.</p> <p><u>Conditions supplémentaires par type de projet</u></p> <p>1. Les projets de développement de l'irrigation sans point de prélèvement dans les masses d'eau</p>

	<p>Pour les ouvrages de collecte d'eau de pluie issue de toiture : ne sont éligibles que les projets de stockage > 800 m³</p> <p>2. Les projets de développement de l'irrigation avec prélèvement dans les masses d'eau superficielles et souterraines</p> <p>Ne sont éligibles que les projets dont les prélèvements :</p> <ul style="list-style-type: none"> - se font dans des masses d'eau en équilibre (cf. Rubrique supplémentaire – cartes de l'état des masses d'eau) <p>3. les projets de Réutilisation des Eaux Usées Traitées</p> <ul style="list-style-type: none"> - la fourniture et l'utilisation de cette eau doit être conforme au règlement (UE) 2020/741 du Parlement européen et du Conseil (46) Article 74 - être inscrits dans un projet de Territoire PTGE, le cas échéant <p>4. l'amélioration d'installations collectives existantes</p> <p>Ne sont éligibles que les projets :</p> <ul style="list-style-type: none"> - qui ne conduisent pas à une augmentation de volume prélevé, ni de surface irrigable - Pour les projets dont les prélèvements se font dans les masses d'eau en bon état (cf. Rubrique supplémentaire cartes Etat des masses d'eau) : un diagnostic (ex-ante) démontre que l'investissement est susceptible de permettre une économie d'eau potentielle de 5% minimum des prélèvements des exploitations irrigantes raccordées au réseau concerné (sauf pour les projets exclusivement liés à l'efficacité énergétique) Pour les projets dont les prélèvements se font dans les masses d'eau en état moins que bon (cf. Rubrique supplémentaire cartes Etat des masses d'eau) : seuls les projets d'amélioration des réseaux d'acheminement et des stations de pompage sont éligibles. Un diagnostic (ex-ante) démontre que l'investissement est susceptible de permettre une économie d'eau potentielle de 20% minimum des prélèvements des exploitations irrigantes raccordées au réseau concerné et le projet permet une réduction effective des volumes prélevés de 10% minimum après investissement
Coûts éligibles	<p>Les coûts éligibles concernent :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Travaux - Equipements - Foncier (max 10% investissement éligible) - Dépenses immatérielles directement liées à l'investissement (maîtrise d'œuvre, conseil et diagnostic, Assistance à Maîtrise d'ouvrage...) - Etudes de faisabilité
Inéligibilités	<ul style="list-style-type: none"> - Les projets qui sollicitent une aide auprès de France Agrimer ou autre aide d'Etat sur le même investissement - Les projets qui ne servent pas à l'irrigation (ex : abreuvement des animaux, lutte contre le gel...) - Matériels d'irrigation à la parcelle - Frais relatifs au montage du dossier de demande d'aide

	<ul style="list-style-type: none"> - Frais juridiques liés au projet - Coût de main d'œuvre pour les travaux réalisés par le porteur de projet - Matériels et équipement d'occasion - Investissements financés par crédit-bail
Eligibilité géographique des dépenses	L'investissement doit être localisé sur le territoire de la Nouvelle-Aquitaine
Eligibilité temporelle des dépenses	Dépenses éligibles à partir du dépôt de la demande d'aide, après ouverture du dispositif
Ligne de partage PSN/crédits Région/autres financeurs	<p>Ligne de partage avec les autres dispositifs nationaux :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Sont inéligibles les projets qui sollicitent une aide pour le même investissement sur la base du régime d'Aide d'Etat n° SA.50388 2018/N relatif aux investissements dans les exploitations agricoles liés à la production (en vigueur jusqu'au 31/12/2023 : nouveau régime en préparation) - Sont inéligibles les projets qui sollicitent une aide pour le même investissement sur la base du Régime d'Aide d'Etat n° SA.107520 en faveur des infrastructures hydrauliques agricoles en cours de notification auprès de la Commission européenne <p>Ligne de partage avec les autres dispositifs portés par la Région et/ou le FEADER :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Investissements hydrauliques de réutilisation des eaux usées de traitement multi-usages : Appel à projets régional REUSE (Direction de l'Environnement de la Région)
Ligne de partage FESI	Aucune autre aide de ce type n'existe au titre des FESI, donc il n'y a aucun risque de double financement.
Principes de sélection	<p>Pour les projets de développement de l'irrigation (1 et 2) Types de culture (Cultures légumineuses/protéiques, fruits et légumes, autonomie fourragère, semence) Réhabilitation de plans d'eau existants Jeune Agriculteur/Nouvel Agriculteur /Prêt d'Honneur Projets de stockage Exploitations certifiées ou en conversion Agriculture Biologique sur 97% de la Surface Agricole Utile</p> <p>Pour les projets de Réutilisation des Eaux Usées Traitées (3) Types de culture (Cultures légumineuses/protéiques, fruits et légumes, autonomie fourragère, semence) Jeune Agriculteur/Nouvel Agriculteur /Prêt d'Honneur Exploitations certifiées ou en conversion Agriculture Biologique sur 97% de la Surface Agricole Utile</p> <p>Pour l'amélioration d'installations collectives existantes (4) Types de culture (Cultures légumineuses/protéiques, fruits et légumes, autonomie fourragère, semences) Jeune Agriculteur/Nouvel Agriculteur /Prêt d'Honneur Maitrise d'ouvrage publique</p>

	<p>Exploitations certifiées ou en conversion Agriculture Biologique sur 97% de la Surface Agricole Utile</p> <p>Les critères de sélection qui en découlent sont vérifiés exclusivement au moment du dépôt de la demande de subvention à l'exception des situations dument identifiées en comité de suivi ou dans le cahier des charges des appels à projets.</p>
Fonctionnement du dispositif	Appel à projets, à l'exception des projets de Réutilisation des Eaux Usées Traitées (fil de l'eau)
Bonifications éventuelles	Non concerné
Montants et taux maximum d'aide publique	<p>1 et 2. Les projets de développement de l'irrigation :</p> <p><u>Etudes de faisabilité</u></p> <p>Taux d'aide (FEADER + contrepartie) maximum: 80%</p> <p>Taux Maximum Aide Publique : 100%</p> <p><u>Investissement</u></p> <p>Taux d'aide (FEADER + contrepartie) maximum: 60%</p> <p>Taux Maximum Aide Publique : 100%</p> <p>3. Les projets de Réutilisation des Eaux Usées Traitées :</p> <p><u>Etudes de faisabilité :</u></p> <p>Taux d'aide (FEADER + contrepartie) maximum: 80%</p> <p>Taux Maximum Aide Publique : 100%</p> <p><u>Investissement :</u></p> <p>Taux d'aide FEADER maximum : 10 %</p> <p>Taux Maximum Aide Publique :100%</p> <p>4. L'amélioration d'installations collectives existantes :</p> <p><u>Etudes de faisabilité</u></p> <p>Taux d'aide (FEADER + contrepartie) maximum: 80%</p> <p>Taux Maximum Aide Publique : 100%</p> <p><u>Investissement :</u></p> <p>Taux d'aide (FEADER + contrepartie) maximum: 60%</p> <p>Taux Maximum Aide Publique : 100%</p>
Taux de cofinancement FEADER	60%
Type de soutien	Subvention
Top up	Oui
Co financeurs principaux/ponctuels	Région, Agences de l'eau, Départements, Etat
Plancher (en dépenses éligibles)	10 000 €

Plafonds (en dépenses éligibles)	Des plafonds pourront être instaurés, ceux-ci seront précisés dans les documents de mise en œuvre.
Modalités de versement	2 versements maximum
Recours à des options de coûts simplifiés	Non
Précisions éventuelles sur le calcul appliquées à certaines catégories de dépenses	Etudes préalables et maîtrise d'œuvre plafonné à 12% du total des travaux éligibles Foncier plafonné à 10% du total des travaux éligibles
Règlementation aides d'Etat	Soumis à l'article 42 du TFUE
<p>Rubrique supplémentaire :</p> <p>Conditions relatives à l'état quantitatif des masses d'eau : cartes des masses d'eau souterraines ou de surface en état moins que bon</p>	<p>Article 74-4 Amélioration d'une installation existante sans augmentation des surfaces irriguées, ni des prélèvements - En Zone en bon état : vérifier économie d'eau potentielle de 5% minimum - En zone en état moins que bon : vérifier l'économie d'eau effective de 2,5% minimum SAUF pour les projets spécifiques suivants (pas de condition d'économie d'eau) : - Efficacité énergétique seulement - Reuse sans incidence sur les masses d'eau sous-terraines ou de surfaces - Création de réservoir sans incidence environnementale négative importante</p> <p>Article 74-6 Création/extension d'une installation existante avec augmentation des surfaces ou augmentation des prélèvements - En Zone en bon état : vérifier l'absence d'incidence environnementale négative importante - En zone en état moins que bon : PAS DE FINANCEMENT PUBLIC</p> <p>En Nouvelle-Aquitaine : - les masses d'eau souterraines ou de surface en équilibre correspondent aux masses d'eau dont l'état n'a pas été qualifié de « moins que bon » définies dans l'Art.74 - les masses d'eau en équilibre correspondent aux zones non colorées sur les cartes annexées aux documents de mise en œuvre.</p>